

Ras-le-bol social et bonnets rouges : la Bretagne, ça vous gagne ?

Comme de nombreuses régions et pays, la Bretagne est le théâtre de licenciements massifs qui ne vont pas manquer de destabiliser l'économie globale de la région. Les licenciements ne se cantonnent pas à l'agroalimentaire mais les mobilisations des travailleurs/ses de ce secteur sont passées à la vitesse supérieure ces dernières semaines. Le 14 octobre, plusieurs centaines de salarié-e-s des usines Doux, Tilly Sabco, Marine Harvest et Gad ont bloqué un rond-point devant l'aéroport de Brest Guipavas puis se sont rendus sur le tarmac, provoquant l'annulation de trois vols. La déclaration de Nadine Hourmant, déléguée FO chez Doux, illustre les motivations : « *Nous sommes cassés par nos emplois et pourtant on veut les garder parce qu'on n'a rien d'autre.* » Sur 1000 emplois supprimés chez Doux en 2012, seuls 28 personnes ont en effet retrouvé un CDI à l'issue de leur « Contrat de Sécurisation Professionnelle ». Les travailleurs et travailleuses en lutte ont ensuite rejoint des éleveurs, en réalisant une opération escargot, pour finalement bloquer complètement la RN12 au niveau du pont de Morlaix.

Cette initiative entre salariés et éleveurs marquait le début d'une mobilisation qui dépasse les cadres catégoriels « classiques ». Elle a donné lieu à une lutte non achevée pour la direction politique au sens large du mouvement, ainsi qu'à de nombreux questionnements pour les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier.

La manifestation de Quimper : entre fantasmes et réalité.

Une confusion entretenue avant...

L'appel à manifester le 2 novembre à Quimper avait été lancée le 18 octobre par « le comité de soutien pour l'emploi en Centre Bretagne » qui avait réuni 600 personnes. Dans ce comité étaient représentés des élus, des syndicalistes, des commerçants et des salariés, notamment ceux de Marine Harvest. Parmi les élus, on trouvait Christian Troadec qui s'était illustré dans le mouvement pour empêcher la fermeture de l'hôpital de Carhaix en 2008. Le maire de Carhaix et conseiller général a ensuite, avec Thierry Merret, président de la FDSEA du Finistère, lancé le collectif « Vivre, décider et travailler en Bretagne ». La communication de ce collectif a alors un long moment délaissé la problématique de l'emploi au profit de celle de l'écotaxe, effaçant la démarche initiale du « comité de soutien pour l'emploi en Centre Bretagne »... Le MEDEF et d'autres organisations à la solde des capitalistes se sont engouffrées dans la brèche et ont ensuite déclaré leur soutien à la manifestation de Quimper qui est apparue quelques jours comme une manifestation contre l'écotaxe uniquement ou parfois même comme une manifestation contre le « ras-le-bol fiscal ».

Cette récupération patronale a déboussolé bon nombre de salariés et de militants du mouvement ouvrier, notamment ceux dont les organisation syndicales n'étaient pas implantées ou minoritaires dans les boîtes des salariés en lutte. Quant aux directions de ces organisations, elles ont gardé le silence pendant presque deux semaines, avant de décider deux jours avant la date de diviser la mobilisation.

Sans attendre l'intersyndicale du Finistère à laquelle devait participer FO l'après-midi, une intersyndicale régionale avec la CGT, la FSU, Solidaires et la CFTC s'est réunie le 30 octobre au matin et a sorti un communiqué de presse à midi appelant à

une contre-manifestation le 2 novembre à Carhaix, à la même heure que celle de Quimper. Lors de l'intersyndicale départementale, la demande a été faite aux sections régionales de déplacer la manifestation le matin afin que les salarié-e-s puissent aller aux deux. La CGT a refusé arguant que l'heure de rendez-vous à Carhaix avait déjà été diffusée, notamment dans la presse... Les sections départementales FSU 29 et Solidaires 29 se sont retrouvées en porte-à-faux et n'ont finalement pas pris clairement position pour l'une ou l'autre manifestation.

A Quimper le 30 octobre, une réunion unitaire PG, PC, Alternatifs, ATTAC et NPA s'était mise d'accord pour sortir une position sur les manifestations de Carhaix et Quimper, appelant à manifester à Quimper en dénonçant le détournement du mot d'ordre initial par le Medef, les promoteurs de l'agro-business et des patrons de la grande distribution. Elles ont justifié leur choix par la volonté de ne pas laisser le champ libre à la droite et de revenir aux mots d'ordre pour l'emploi, contre les licenciements et pour un autre modèle agricole. Mais avant la parution du communiqué, le PC et le PG s'étaient retirés... Pour comprendre ce revirement, on peut se référer aux déclarations ignobles de Mélenchon contre les travailleurs/ses : « *A Quimper, les esclaves manifestent pour les droits de leur maîtres.* » Ou encore : « *Le patronat et les cléricaux des départements vont faire manifester les nigauds à Quimper¹* ».

D'autres déclarations agitaient le danger de l'extrême droite et de la violence pour dissuader de s'y rendre. Mais qu'à donné la manifestation de Quimper après toute cette confusion entretenue ?

Une réalité encourageante pendant

Comme la démontré le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, les médias ont une influence certes, mais une influence limitée ! Alors que le bonnet rouge avait été repris par ceux qui voulaient transformer la mobilisation en mobilisation anti-fiscale, les salarié-e-s de GAD étaient descendu-e-s des cars avec des bonnets rouges. Certain-e-s camarades qui avaient passé des moments avec les GAD ont été interpellés car, dans les discussions, la préoccupation de l'écotaxe n'avait pas de place significative ! Il y avait déconnexion entre le symbole anti-fiscal que les médias attribuaient aux bonnets rouge et la représentation que s'en était faite les salariés.

En arrivant au rassemblement qui a réuni autour de 30 000 personnes à côté de la Préfecture, certains bonnets rouges portaient des pancartes individuelles bricolées. Certaines contre la finance, d'autre effectivement avec des revendications fiscales mais spécifiques, contre les impôts qui frappent les petits. Par ailleurs, dans la chaîne du producteur au consommateur, ceux qui encaissent les hausses de taxes sont les extrémités, il semble donc juste de penser que parmi ceux qui étaient venus contre l'écotaxe, il y avait beaucoup d'agriculteurs isolés qui manifestaient pour leur survie et non pour aggraver les conditions d'exploitation des salariés.

Les interventions de la CGT Marins et de Nadine Hourmant de FO, qui a annoncé dans son discours que pour garder l'emploi, il fallait être prêt à nationaliser les entreprises de l'agroalimentaire, ont été très bien reçus si l'on en croit l'applaudimètre. Par contre, une intervention énumérant les mesures et allègements

¹ <http://bretagne.france3.fr/2013/11/02/melenchon-quimper-les-esclaves-manifesteront-pour-les-droits-de-leurs-maitres-350165.html>

fiscaux nécessaires au développement de telle filière a été couverte par des personnes scandant « Emploi-Résistance ».

D'autres témoignages circulent sur le net². Ils confirment que les réactionnaires étaient minoritaires, contrairement à ce que pouvaient laisser craindre certains médias et certains organisateurs de la manifestation de Carhaix. Il faut par ailleurs noter qu'il n'y avait pas un seul drapeau du FN, ni de l'UMP. A l'inverse, les forces progressistes et ouvrières étaient clairement visibles, parfois même des cortèges clairement identifiés par leurs drapeaux et autres autocollants. Le NPA bien sûr avec les Alternatifs, Lutte Ouvrière, Breizhistance, l'UDB, des ZADistes mais aussi des électrons libres du Front de Gauche refusant les choix de la direction de leurs partis.

Du côté des syndicats, la section CGT Marins était présente, mais aussi d'autres syndiqués, des membres de la FSU venus avec leurs drapeaux, des membres de SLB (Syndicat des travailleurs bretons) également. La palme revient à FO qui, bien implanté dans l'industrie agroalimentaire, avait de nombreux drapeaux portés dans les cortèges de salarié-e-s en lutte.

Il faut reconnaître qu'il y avait effectivement des forces réactionnaires comme la quinzaine d'identitaire ou encore des membres de la « Manif pour tous » qui auraient déployé la banderole « Hollande démission ». Il y aurait aussi eu un cortège FN d'une dizaine de personnes ayant défilé sans être identifiables.

Ces forces étaient à la marge mais elles rappellent la nécessité de constituer des services d'ordre pour parer les éventuelles attaques. Comme le reprennent certains critiques de la manif de Quimper : "Tout ce qui bouge n'est pas rouge". C'est vrai... Mais tout ce qui est rouge avait sa place à Quimper !

Les suites : une boussole réformiste ou révolutionnaire ?

Identifier les flous et les loups

Jusqu'ici, le MEDEF s'accommodait plutôt bien de l'écotaxe. D'abord les Thalès, SNCF ou encore SFR bénéficiant du contrat léonin d'Ecomouv, mais aussi d'autres secteurs s'apprêtaient à profiter de sa mise en place en proposant des formations payantes sur le sujet³. Pour Patrick Carre, président du MEDEF Bretagne, le revirement de l'organisation patronale tient au fait que le contexte économique actuel n'est pas le même qu'en 2008. Cette piste est soutenue avec davantage d'éclairage par Jean-Louis Borloo qui avait décidé la mesure lors du Grenelle de l'environnement sous la présidence Sarkozy. Selon lui, entretemps, « 60 milliards de taxes sont passées par là »⁴. Les tentatives pour faire de la manifestation pour l'emploi une manifestation pour l'écotaxe, puis anti-fiscale trouvent là leur point de départ. Ces organisations avant tout au service des gros capitalistes (banques, industries agroalimentaires, grande distribution...) se servent assurément de l'écotaxe, et de ceux pour qui elle représente un réel danger économique, comme d'un marche-pied pour obtenir une réforme fiscale générale. Comme si les gouvernements successifs n'en avaient pas fait assez sur ce plan ! Cette logique est sous-tendue par la course aux bénéfices et à la compétitivité. Cette course n'a pas de ligne d'arrivée : voilà pourquoi les capitalistes en veulent toujours plus !

²<http://actualutte.com/une-autre-vision-des-bonnets-rouges/>

³<http://www.medef-champagneardenne.fr/eco-taxe-ou-taxe-poids-lourds-profitez-dune-formation.html>

⁴<http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/10/28/ecotaxe-itineraire-d-une-mesure-qui-faisait>

Les agriculteurs/trices indépendant-e-s n'exploitent qu'eux-mêmes et enrichissent surtout les banques. Parfois encore, poussés à la faillite, leurs exploitations sont rachetées à bas prix par des concurrents plus gros, ceux aux commandes du MEDEF et de la FNSEA. Au jeu du capitalisme, pour les agriculteurs indépendants, c'est face tu perds, pile ils gagnent. C'est cette catégorie sociale qui, avec les salariés, formait le gros des troupes à Quimper.

La ligne de fracture n'est pas entre salariés et non salariés, mais entre ceux qui ont un intérêt à voir se développer les conditions d'exploitation et ceux qui vivent de leur travail sans dégager de bénéfice du travail des autres ! Quand on a entendu Mélenchon, le Front de gauche et la direction de la CGT nous parler d'intérêts antagonique entre salariés et patrons, on s'est rappelé que les mêmes n'ont aucune crédibilité en la matière : ils n'ont rien fait pour mener le combat « antagonique » contre le gouvernement Hollande depuis qu'il est en place, ils refusent même de se déclarer ses opposants et concrètement leur dernier fait de non-armes a été de participer au Conseil d'Orientation des Retraites avec le MEDEF pour cautionner le principe d'une « réforme », puis de laisser passer sans bataille la contre-réforme des retraites ! De plus, à titre anecdotique, en 1996, alors qu'un plan de restructuration des industries d'armement frappait Brest, la chambre de commerce, l'Union patronale avaient rejoint les syndicats et les partis politiques, toutes tendances confondues, pour une manifestation qui s'était déroulée un 19 septembre ! Les chefs locaux de la CGT et d'autres syndicats n'avaient pourtant pas appelé à désertier la manifestation.

La boussole pour l'orientation politique est évidemment le principe d'indépendance de classe pour défendre les intérêts des salariés, mais ils ont besoin aussi de se lier aux travailleurs indépendants pour faire masse contre le gouvernement et changer le système de production. Il faut une boussole révolutionnaire ! Et il faut savoir saisir la colère multiforme qui monte du peuple, des prolétaires, des petits paysans, des jeunes...

En prétextant le principe d'indépendance de classe, les forces politiques et syndicales qui ont appelé à Carhaix ont pris le risque de diviser les travailleurs et les paysans susceptibles de réaliser de tels projets. Mettre en avant l'indépendance de classe sans projet révolutionnaire revient à donner à l'Etat et au gouvernement « socialiste » le rôle d'arbitre. Or l'arbitre a choisi son camp ! En mettant en place notamment l'Accords National Interprofessionnel (ANI) et la nouvelle réforme des retraites, il a clairement choisi le camp de ceux qui ont des intérêts à aggraver les conditions d'exploitation. Il est aussi important d'être indépendant d'un tel gouvernement que des patrons !

En Bretagne, un des enjeux, pour la direction de la CGT notamment, est de reprendre la main sur un mouvement « dirigé » par FO, bien plus implanté dans les entreprises de l'agroalimentaire. Mais il y a un deuxième enjeu, tenant à des considérations plus politiques... A en juger par les personnalités présentes à Carhaix le 2 novembre (Rachel Garrido et Bertrand Seys du Parti de Gauche, Pascal Durand d'Europe Ecologie-Les Verts ou même Richard Ferrand, le député PS), la couleur politique de cette manifestation était celle des « soutiens critiques » du gouvernement Hollande. Ce soutien critique se caractérise par le fait d'en attendre des prises de décision progressistes, en lui mettant un peu la pression mais pas trop pour pas le fâcher quand même. Ce qui est également la ligne politique et stratégique de la majorité des directions syndicales... Mais un bilan d'étape doit être tiré ! Il n'y a

rien à attendre du gouvernement Hollande ! Pour en finir sur l'indépendance de classe, les intérêts des salariés sont davantage liés à ceux des travailleurs indépendants qu'à ceux d'un Etat bourgeois dirigé par un parti bourgeois. Pour ceux qui ne sont pas empêtrés dans les intérêts d'appareil et qui le peuvent, il faut rentrer en conflit frontal avec ce gouvernement.

Avec les salariés en lutte : un soupçon de propositions et beaucoup de pratique !

Alors que Raquel Garrido parlait à Carhaix d'écosocialisme, la base sociale qui permettrait de réaliser un tel projet se trouvait donc à Quimper. En effet, concrètement, comment soustraire la filière agroalimentaire à la logique capitaliste sans y inclure les agriculteurs/trices ? Un tel tissu économique pourrait prendre la forme d'entreprises agroalimentaires nationales sous contrôle ouvrier achetant la production agricole à un prix garanti et suffisant pour bien vivre. Ce qui permettrait par ailleurs de produire de manière écologique à grande échelle, alors qu'aujourd'hui, cette production est réservée à une niche et de sortir la Bretagne du « développement » unilatéral centré sur l'agriculture productiviste qui détruit la petite paysannerie comme l'environnement.

La revendication de cession du site GAD de Lampaul à la communauté de commune ou l'appel au budget de l'Etat pour remplacer les restitutions européennes vitales pour l'entreprise Tilly Sabco, pourraient être des points d'appui pour donner les premiers coups de crayons d'un tel projet. Rappelons au passage que, si Tilly Sabco était nationalisé en contrepartie des subventions d'Etat, les banques dernièrement renflouées à coup de milliards d'euros pourraient l'être aussi. Evidemment, seul un gouvernement des travailleurs pourrait mettre en oeuvre un tel projet...

Et que vaut la critique du "régionalisme" breton ? L'immense majorité des Bretons n'a pas d'hostilité envers les autres régions. S'ils se mobilisent à juste titre pour l'emploi local, ils se sentiraient évidemment solidaires des autres contestations qui pourraient fleurir grâce à eux ! De nombreuses personnes étaient à la manifestation avec cette conscience que leur environnement social proche est menacé et qu'il y a tout simplement le feu à la baraque ! Le nombre de territoires subissant une situation similaire à celle de la Bretagne en termes de destruction sociale est de plus très grand. Le mouvement pourrait être contagieux. La question n'est pas celle de l'échelle mais des possibilités d'extension des modèles de luttes et des modèles sociaux. En pratique, les bonnets rouges n'en sont pas là. Mais les salarié-e-s prennent les choses en main !

Au lendemain de la manifestation de Quimper qui a enthousiasmé les participant-e-s, les salariés de Marine Harvest ont décidé de ne pas attendre la manifestation prévue à Rennes le 23 novembre ! En passant outre l'avis de leurs délégués CGT, ils se sont mis en grève et occupent leur usine. Leur revendication n'est plus de partir avec le maximum de primes, mais le maintien de leur emploi, ce qui représente une avancée considérable. Ils ont installé une banderole « Interdiction des licenciements » devant leur usine. Jusqu'ici, les délégués syndicaux semblaient davantage sur la ligne de fermeture du site de Poullaouen en obtenant le maximum d'indemnités, tout en espérant l'embauche des CDI de Poullaouen sur le site de Landivisiau, les intérimaires étant sacrifiés au passage.

Le 7 novembre, FO a par ailleurs, à juste titre, quitté la table des négociations qui a eu lieu à Rennes pour le « Pacte d'avenir pour la Bretagne », ce pacte n'envisageant pas de mettre en place un « gel des licenciements ». La déléguée syndicale de Doux a dénoncé ce type de concertations auxquelles elle avait participé jusqu'ici mais d'où rien ne sort en faveur des salariés : "On ne veut plus de grand-messe d'où il ne sort rien".

Il faut s'appuyer sur ces éléments montrant la combativité des salariés :

- La priorité est de soutenir les salarié-e-s en lutte, en se rendant aux manifestations auxquelles ils appellent, en organisant des comités de soutien ou tout simplement en leur rendant visite sur les lieux qu'ils occupent et en proposant le lancement d'un appel pour la centralisation du mouvement des boîtes en lutte.

- Même si le cadre de la manifestation du 23 novembre est posé par les organisateurs de Carhaix, il faut s'en saisir pour renforcer le pôle ouvrier du mouvement des bonnets rouges. La perspective d'un rassemblement national des salariés pourrait être l'étape suivante, parce que la situation bretonne n'est pas unique (licenciements à La Redoute, Fagor, Alcatel...) et que seul un mouvement d'ensemble pourra faire plier les capitalistes.

- Dans nos syndicats, se battre pour l'affrontement avec le gouvernement Hollande et cesser les concertations et les multiples consensus intégrant les contraintes patronales, notamment ne pas se laisser duper par le gouvernement qui gagne du temps par des concertations bidon. C'est une condition nécessaire pour une riposte globale dont la perspective a été ouverte par la Bretagne !

- Construire le NPA sur des bases clairement révolutionnaires, en totale indépendance du FdG au moment où Mélenchon et ses amis calomnient les travailleurs/ses aux bonnets rouges !

Sébastien Langlois